



TAUPE ROUGE

N° 9

ORLEANS - PARIS SUD-OUEST - 1er ARR.

Supplément à ROUGE n°120. Hebdomadaire
de la LIGUE COMMUNISTE.



" Nous reconnaissons notre vieille amie, notre vieille taupe, qui sait si bien travailler sous la terre pour apparaître brusquement : LA REVOLUTION". Karl MARX.

APRES LA GREVE

Cela fait maintenant deux semaines que le travail a repris à la SNCF, après une grève de plus de 12 jours.

- POURQUOI CETTE GREVE ?

Nous avons vu dans les précédentes TAUPES ROUGES que la direction SNCF, poussée par le gouvernement, prenait un certain nombre de mesures de "rentabilisation", c'est à dire qu'elle essaie de faire en sorte que la SNCF devienne une entreprise rentable pour l'Etat patron, qu'elle lui rapporte de l'argent.

Pour "rentabiliser" la SNCF, la direction n'a pas 36 solutions.

- Il lui faut d'une part éviter toute augmentation de salaire importante. C'est ce à quoi elle est arrivée dans son contrat: la progression des salaires qui y est prévue est dérisoire et la soit-disante clause "d'échelle mobile" n'est qu'un simple attrape nigaud !

- Il lui faut d'autre part employer de moins en moins de personnel (d'où licencements, mises à la retraite anticipée etc...). Et comme le trafic ne cesse de s'accroître, cela veut dire que chaque employé a de plus en plus de travail. D'où dégradation constante des conditions de travail, augmentation des accidents de travail etc...

- Finalement, il lui faut s'assurer la paix sociale à l'échelon de la SNCF. C'est pourquoi la direction se lance dans la politique des contrats, contrats qui visent principalement à lier les mains des organisations syndicales en planifiant d'une manière stricte les miettes qu'elle peut se permettre d'offrir aux cheminots durant l'année.

Malgré les affirmations des centrales syndicales, la grève à la SNCF a montré d'une façon éclatante l'échec des contrats "de pro-

grès". En assurant la "paix sociale", les contrats permettent une meilleure façon pour le capitaliste de gérer l'économie. Les contrats ne sont pas l'expression des travailleurs, il n'appartient pas aux organisations syndicales de se lier les mains, et avec elles celles de la classe ouvrière. En ce sens, la grève à la SNCF a été avant tout l'expression du refus massif des contrats par les cheminots. Le syndicat n'a pas pour fonction d'accréditer la politique salariale du gouvernement, mais au contraire, son rôle, en tant que syndicat de classe, est de défendre pied à pied les intérêts des travailleurs et d'organiser leur combat pour le socialisme.

LA GREVE, MAIS COMMENT ?

Devant le mécontentement croissant de la base, les bureaucrates syndicaux ont été forcés de passer à l'offensive. (on reviendra dans une prochaine "taupe" sur ce que l'on appelle un bureaucrate). Donc ces bureaucrates (qui avaient pourtant signé le contrat) ont été forcés de lâcher la soupe pour faire baisser la pression. Malheureusement les "responsables" syndicaux ont laissé la grève se dérouler toute seule plutôt qu'ils ne l'ont dirigée. Contre cette attitude capitulatrice, les cellules de la Ligue Communiste ont réclamé :

- l'élection de Comités de grève, regroupant la totalité d'un centre (ateliers, dépôts roulants et sédentaires, exploitation, etc...) et composés des représentants **ELUS** des travailleurs, syndiqués et non-syndiqués, représentant la totalité des grévistes et révocables à tout moment. Le Comité de Grève applique la démocratie ouvrière, discute les revendications à mettre en avant, structure la grève : création, renforcement des piquets de grève, occupation, organisation des manifestations de solidarité "usagers et cheminots", etc...
- la structuration nationale des comités de grève, émanation de la lutte des cheminots, qui unifie la lutte, INFORME tous les centres, reçoit le compte-rendu des discussions patrons-syndicats, ces derniers ne pouvant accepter une proposition **QUE SUR MANDAT** du Comité Central de Grève. Une telle organisation de la grève permettait de poser les revendications que, massivement, les cheminots étaient prêts à défendre: augmentation uniforme, prime de vacances égale pour tous, salaire brut minimum (échelle 2) à 100 000 AF, incorporation des primes fixes au salaire de base, paiement intégral des jours de grève.

Des revendications de **MASSE**, une organisation puissante de la grève, le respect absolu de la démocratie ouvrière, sont des données que nos cellules ont fait connaître massivement: l'assentiment des cheminots ne s'est jamais démenti.

L' OCCUPATION DES LOCAUX, faite avec vigilance pour éviter toute provocation, aurait permis d'obtenir la mobilisation de **TOUS** les cheminots. De plus, elle aurait permis le contrôle et le blocage des expéditions, moyen de pression sur d'autres secteurs de l'économie.

La faiblesse des résultats obtenus est surtout due au fait que durant cette action, les cheminots sont restés seuls. Seuls parce que plus ou moins lâchés par les responsables syndicaux, seuls parce que l'information et la solidarité avec les autres travailleurs n'a que très peu été organisée. Et face à un Etat de plus en plus centralisé, de plus en plus autoritaire, les travailleurs ne peuvent vaincre que s'ils sont forts et bien organisés (plus question de tolérer les saboteurs, les briseurs de grève) et unis (il faut qu'ils soient soutenus par la population).

QUE FAIRE MAINTENANT ?

Le moins que l'on puisse dire, c'est que cette grève n'a pas été une victoire ! Il serait facile de conclure que la CGT et la CFDT sont incapables de mener une lutte à bien, sont devenus des syndicats pourris. Mais un syndicat n'est que ce qu'en font ses militants. Le malheur est que trop souvent les militants sont tenus à l'écart de la vie de leur organisation, que seul un petit nombre de bureaucrates décide de la stratégie à suivre, échappant totalement à tout contrôle de la "base". Il est plus que jamais nécessaire de redonner un fonctionnement démocratique au syndicat. Tous les syndiqués doivent pouvoir s'exprimer aux AG, participer aux débats, choisir eux-mêmes leurs délégués, définir la ligne de leur organisation. Les responsables ne doivent pas être désignés par une petite fraction (PCF à la CGT) mais élus par la base après discussion. Il ne s'agit pas de se livrer à des règlements de compte, il s'agit de se donner les moyens d'un syndicalisme de classe combatif et puissant.

La lutte à la SNCF est maintenant suspendue pendant les vacances, mais à la rentrée, elle doit reprendre. En effet, RIEN N'EST RESOLU. La direction SNCF ne doit pas rester sur une victoire et les cheminots sur leur faim !

La tâche de chaque militant syndicaliste est de préparer pour la rentrée une lutte d'ampleur nationale. C'est le seul moyen de faire reculer la direction. En effet celle-ci ne craint pas les luttes partielles divisées selon le lieu, échelonnées dans le temps (quelques heures par-ci, quelques dépôts par-là). Elle redoute une lutte généralisée, soutenue par l'ensemble des travailleurs.

Cette lutte doit se mener sur des revendications claires et précises:

- Pour rattraper le pouvoir d'achat qui a bien dégringolé depuis 68: **150 F POUR TOUS!**
 - Pour lutter contre la dégradation des conditions de travail:
 - **EMBAUCHE MASSIVE DE PERSONNEL**
 - **DROIT DE VETO SUR LES LICENCIEMENTS**
 - Refus de la conduite à agent seul.
 - Arrêt des compressions de personnel.
 - Il y a 35 ans qu'elles se font attendre:
LES 40 HEURES POUR TOUS, TOUT DE SUITE sans diminution de salaire.
 - Les contrats ont complètement fait faillite:
NON AUX CONTRATS.

LES CHEMINOTS N'ONT PAS A FAIRE LES FRAIS DE LA RENTABILISATION DE LA S.N.C.F. !

LA LUTTE CONTINUE.

Pour toute correspondance : "R 3 U G F", 10, impasse Guéménéec

75 - PARIS - 4ème.